

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge**\*19313245\***Déposé  
01-04-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 03/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0723856758**Dénomination :** (en entier) : **NSI FINANCE**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Avenue Georges Leclercq 30  
(adresse complète) 1083 Ganshoren**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître Didier BRUSSELMANS, Notaire à Berchem-Sainte-Agathe, le 28 mars 2019, en cours d'enregistrement, il résulte que :

1. Monsieur **MICHEL Richard David Théodore**, né à Rwanda (Cyangugu), le 18 août 1961, divorcé, domicilié au Rwanda, Kigali, 13 KG 7 st. Kibagabaga.2. Madame **MUKAMFIZI Marie-Jeanne**, née à Burundi (Bujumbura), le 12 août 1971, célibataire domiciliée à 1140 Evere, Avenue Henri Conscience 186.3. Monsieur **NGASSA-FASSA Trésor Thierry**, né à Paris (13e arrondissement), France, le 20 juillet 1985, \*\*\*\*, de nationalité Française, domicilié 4 rue Pasteur, à 95100 Argenteuil, France.*Ci-après dénommés "LES FONDATEURS".*

Procurations.

PROCURATION.

Messieurs MICHEL et NGASSA-FASSA, fondateurs prénommés, sont ici représentés par Madame MUKAMFIZI Marie-Jeanne en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera au dossier et lequel se porte fort pour autant que de besoin. Le notaire soussigné a informé les mandataires des conséquences d'une représentation non valable.

Les comparants, présents ou représentés comme dit est, requièrent le notaire soussigné d'acter qu'ils constituent entre eux une société commerciale et d'arrêter les statuts d'une société privée à responsabilité limitée dénommée "**NSI FINANCE**".

A. PLAN FINANCIER.

Préalablement à la passation de l'acte constitutif, les fondateurs ont remis au notaire soussigné un plan financier établi le \*\*\*\*\* 2019 et signé par eux ou leur mandataire, dans lequel ils explicitent le montant du capital social de la société en formation pour une somme de cinquante mille euros (€ 50.000,00). Ledit plan financier est conservé par Nous, Notaire, conformément à l'article 215 du Code des sociétés.

Les comparants reconnaissent que le notaire soussigné a attiré leur attention sur la portée de l'article 229 du Code des Sociétés concernant la responsabilité des fondateurs en cas de faillite de la société constituée avec un capital manifestement insuffisant.

B. SOUSCRIPTION.

Le capital social de cinquante mille euros (€ 50.000,00) est représenté par cent euros (€ 100,00) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Les cent (100) parts sociales sont souscrites au pair en espèces, au prix de cinq cents euros (€ 500,00) chacune, comme suit :

1° par Monsieur **MICHEL Richard David Théodore**, prénommé, à concurrence de vingt-six mille cinq cents euros (€ 26.500,00), soit cinquante-trois parts sociales

53

2° par Madame **MUKAMFIZI Marie-Jeanne**, prénommée, à concurrence de deux mille cinq cents euros (€ 2.500,00), soit cinq parts sociales

5

3° par Monsieur **NGASSA-FASSA Trésor**, prénommé, à concurrence de vingt et un mille euros (€ 21.000,00), soit quarante-deux parts sociale  
42  
**Ensemble cinquante mille euros (€ 50.000,00), soit cent parts sociales**  
100

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des parts ainsi souscrites est libérée à concurrence de vingt mille euros (20.000,00€) et que ladite somme de 20.000,00€ se trouve dès à présent à la disposition de la société.

La totalité des apports en espèces a été versée, conformément à l'article 224 du Code des Sociétés, préalablement aux présentes, à un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de la **BANQUE ING** compte **BE16 3631 8455 5674**.

Nous, notaire attestons que ce dépôt a été effectué conformément à la loi.

## II. STATUTS

### TITRE PREMIER CARACTÈRE DE LA SOCIÉTÉ.

#### ARTICLE PREMIER DÉNOMINATION.

La société est constituée sous forme de société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée "**NSI FINANCE**".

La dénomination doit dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société privée à responsabilité limitée" ou des initiales "SPRL", reproduite lisiblement. Elle doit en outre, être accompagnée de l'indication précise du siège social de la société, du numéro d'entreprise ainsi que du siège du tribunal de commerce dans le ressort duquel est sis le siège social.

#### ARTICLE DEUX SIÈGE SOCIAL.

Le siège social est établi à 1083 Bruxelles, (Ganshoren), Avenue Georges Leclercq 30.

Le siège social peut être transféré en tout endroit de Belgique par simple décision du gérant qui veillera à la publication à l'Annexe au Moniteur belge de tout changement du siège social.

La société peut par simple décision du gérant établir des sièges administratifs, des succursales, agences ou dépôts, partout où elle le juge utile, en Belgique et à l'étranger. Le gérant devra toutefois tenir compte de la législation linguistique concernant les sièges d'exploitation et le siège social, au cas où il désirerait transférer le siège social.

#### ARTICLE TROIS OBJET.

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, ou en participation avec des tiers,

-l'importation, l'exportation, la commercialisation, la représentation, la fabrication de matériels informatiques mécaniques électroniques ou tout autre destinés au traitement et transports de valeurs tels que billets de banque, chèques, titres, timbre-poste etc.....

-l'importation, l'exportation, la commercialisation, le façonnage, la personnalisation de cartes bancaires et de papier sécurisé destiné à la confection de carnet de chèques, de reçus ou de tous autres documents exigeant une sécurité à quelque degré que ce soit.

-l'importation, l'exportation, la commercialisation, la représentation de toutes solutions et systèmes permettant d'initialiser, traiter, surveiller, corriger et consolider toutes formes de transactions électroniques. Elle peut effectuer tous placements en valeurs mobilières, s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, à ou dans toutes sociétés ou entreprises, existantes ou à créer toutes sûretés pour compte de tiers.

-la gestion de contrat d'affaire avec toutes les prestations y afférentes. La mise en relation de personnes désirant investir dans les pays hors CE. La recherche de capitaux destinés à être investis dans des projets de développement.

-toutes activités de consultance, étude, recherche, gestion, coordination, mise en œuvre et suivi de tous services et prestations généralement quelconque relevant dans le secteur tant public que privé, à l'échelle nationale au internationale, des domaines du commerce et de l'industrie, de l'aide au développement, de l'assistance notamment budgétaire.

La société peut en outre, en recourant selon le cas, à l'association, au partenariat ou à la sous-traitance de toutes entreprises titulaires des accès à la profession, agrégations ou enregistrement requis, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, financières, industrielles se rapportant directement ou indirectement à son objet social, ou susceptibles de contribuer à son développement.

Toutes opérations immobilières et toutes études ayant trait à tous biens et/ou à tout droit immobilier, par nature, par incorporation ou par destination, et aux biens et/ou à tous droits mobiliers qui en découlent, ainsi que toutes opérations qui s'y rapportent directement ou indirectement, comme à titre

d'exemple, l'achat, la vente, la mise en valeur, le lotissement, l'échange, l'amélioration, la location meublée ou non, la vente, la cession, la gestion, la transformation, la construction de biens immobiliers et mobiliers.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

#### ARTICLE QUATRE DURÉE.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Outre les clauses relatives à la dissolution légale, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

#### TITRE DEUX CAPITAL SOCIAL.

##### ARTICLE CINQ CAPITAL.

Le capital est fixé à cinquante mille euros (€ 50.000,00).

Il est représenté par cent (100) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/centième (1/100ième) de l'avoir social.

##### ARTICLE SIX - NATURE DES PARTS SOCIALES.

Les parts sociales sont nominatives. Elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des parts sociales, tenu au siège social ; ce registre contiendra la désignation précise de chaque associé, du nombre de parts lui appartenant, ainsi que l'indication des versements effectués. Les titulaires de parts ou d'obligations peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres. Tout tiers intéressé peut également prendre connaissance de ce registre, sans déplacement de celui-ci et moyennant une demande écrite adressée à la gérance qui précisera les modalités de cette consultation.

Les transferts ou transmissions de parts sont inscrits dans ledit registre, datés et signés par le cédant et le cessionnaire dans le cas de cession entre vifs, et par le gérant et le bénéficiaire dans le cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

##### ARTICLE SEPT - INDIVISIBILITE DES TITRES.

Les parts sociales sont indivisibles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice des droits y afférents sera suspendu jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de cette part à l'égard de la société.

Les droits afférents aux parts sociales seront, à défaut de convention contraire, exercés par l'usufruitier.

##### ARTICLE HUIT - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS.

##### A. CESSION ENTRE VIFS ET TRANSMISSION DES PARTS AU CAS OU LA SOCIETE NE COMPREND QU'UN ASSOCIE.

a) La cession entre vifs.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend.

b) La transmission pour cause de mort.

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernières volontés concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci. Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation, pour lesdites parts sociales, de désigner un mandataire; en cas de désaccord, le mandataire sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du lieu où la société a son siège social, siégeant en référé à la requête de la partie la plus diligente.

A défaut de désignation d'un mandataire spécial, l'exercice des droits afférents aux parts sociales non proportionnellement partageables sera suspendu.

Par dérogation à ce qui précède, celui qui hérite de l'usufruit des parts d'un associé unique exerce les droits attachés à celles-ci.

##### B. CESSION ENTRE VIFS ET TRANSMISSION DES PARTS AU CAS OU LA SOCIETE COMPREND PLUSIEURS ASSOCIES.

La cession entre vifs ou la transmission pour cause de mort des parts d'un associé est soumise, à peine de nullité, à l'agrément:

a) de l'autre associé, si la société ne compte que deux associés au moment de la cession ou de la transmission;

b) si la société compte plus de deux associés, de la moitié au moins des associés qui possèdent les

trois/quarts au moins des parts sociales autres que celles cédées ou transmises.

Toutefois, cet agrément ne sera pas requis en cas de cession ou de transmission s'opérant au profit d'un associé, de son conjoint, de ses ascendants ou descendants en ligne directe.

En cas de refus d'agrément d'une cession entre vifs ou d'une transmission pour cause de mort, il sera référé aux dispositions des articles 251 et 252 du Code des Sociétés.

#### TITRE TROIS - GERANCE ET CONTROLE.

##### ARTICLE NEUF - GERANCE.

La gérance de la société est confiée à un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non.

En cas d'existence de deux gérants ils exerceront l'administration conjointement.

En cas d'existence de trois ou de plusieurs gérants, ils formeront un collège qui désigne un président et qui, par la suite, agira comme le fait une assemblée délibérante.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la société, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de cette personne morale.

##### ARTICLE DIX - POUVOIRS.

En cas de pluralité de gérants, chacun des gérants agissant séparément a pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Ils peuvent représenter la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant soit en défendant.

Agissant conjointement, les gérants peuvent déléguer certains pouvoirs pour des fins déterminées à telles personnes que bon leur semble.

S'il n'y a qu'un seul gérant, il exercera seul les pouvoirs conférés ci-avant et pourra conférer les mêmes délégations.

##### ARTICLE ONZE - CONTROLE.

Chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle d'un commissaire tant que la société ne sera pas astreinte à désigner, conformément à la loi, un commissaire.

#### TITRE QUATRE - ASSEMBLEE GENERALE.

##### ARTICLE DOUZE - REUNION.

Il est tenu une assemblée générale ordinaire chaque année le troisième mardi du mois de juin à 9.00 heures.

Si ce jour était férié, l'assemblée se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Le ou les gérants peuvent convoquer l'assemblée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Toute assemblée générale se tient au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans les avis de convocation.

Toutes les parts sociales étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour, se font par lettres recommandées, lesquelles seront adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux associés, aux gérants et, le cas échéant, aux commissaires.

Une copie des documents qui doivent être mis à la disposition des associés, des gérants et, le cas échéant, des commissaires en vertu du Code des Sociétés, leur est adressée en même temps que la convocation.

Tout associé, gérant ou commissaire qui assiste à une assemblée générale ou s'y est fait représenter est considéré comme ayant été régulièrement convoqué. Un associé, gérant ou commissaire peut également renoncer d'une part à être convoqué et d'autre part à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la tenue de l'assemblée à laquelle il n'a pas assisté.

##### ARTICLE TREIZE - NOMBRE DE VOIX.

a) En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut voter par lui-même ou par mandataire, associé ou non.

Le vote peut également être émis par écrit.

Chaque part ne confère qu'une seule voix. L'associé qui possède plusieurs parts sociales dispose d'un nombre de voix égal à celui de ses parts.

A l'exception des décisions qui doivent être passées par un acte authentique, les associés peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale.

A cette fin, l'organe de gestion, enverra une circulaire, par courrier, fax, e-mail ou tout autre support, avec mention de l'agenda et des propositions de décisions, à tous les associés, et aux éventuels commissaires, demandant aux associés d'approuver les propositions de décisions et de renvoyer la circulaire dûment signée dans le délai y indiqué, au siège de la société ou en tout autre lieu indiqué dans la circulaire.

La décision doit être considérée comme n'ayant pas été prise, si tous les associés n'ont pas approuvé tous les points à l'ordre du jour et la procédure écrite, dans le délai susmentionné.

Les obligataires, titulaires de droits de souscription ou titulaires de certificats nominatifs ont le droit

de prendre connaissance des décisions prises, au siège de la société.

b) En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale et il ne peut les déléguer.

#### ARTICLE QUATORZE - DELIBERATION.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur un sujet qui n'est pas annoncé à l'ordre du jour, à moins que toutes les personnes devant être convoquées, soient présentes ou représentées, que la procuration l'autorise, et que l'unanimité des voix s'y est résolue.

#### ARTICLE QUINZE - PROCES-VERBAL.

En cas de pluralité d'associés, le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par tous les associés présents et en cas d'associé unique par ce dernier.

Le procès-verbal de l'assemblée générale est consigné dans un registre tenu au siège social.

Les expéditions ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant.

#### TITRE CINQ - EXERCICE SOCIAL - DISTRIBUTION.

#### ARTICLE SEIZE - EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence chaque année le premier janvier et se termine le trente et un décembre de l'année. Les écritures sociales sont établies et publiées conformément aux dispositions légales en vigueur.

#### ARTICLE DIX-SEPT - DISTRIBUTION.

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur le bénéfice net il est fait annuellement un prélèvement d'un/vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. Le prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur proposition du ou des gérant(s).

#### TITRE SIX - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

#### ARTICLE DIX-HUIT - DISSOLUTION.

Outre les causes de dissolution légales, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

En cas de liquidation, celle-ci s'opère par les soins du ou des gérant(s) en fonction à cette époque ou par les soins d'un ou plusieurs liquidateur(s), nommé(s) par l'assemblée générale, et cela suite à une décision de l'assemblée.

Le(s) liquidateur(s) dispose(nt) à cette fin des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 186 et suivants du Code des Sociétés.

L'assemblée générale détermine le cas échéant les émoluments du ou des liquidateur(s).

#### ARTICLE DIX-NEUF - DROIT COMMUN.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, il est expressément référé aux dispositions du Code des Sociétés.

#### ARTICLE VINGT - ELECTION DE DOMICILE.

Tous les associés, gérants et liquidateurs, qui ont leur domicile à l'étranger font élection de domicile au siège de la société, où toutes significations, notifications et convocations peuvent leur être adressées concernant les affaires de la société.

### III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'un extrait de l'acte constitutif, conformément à la loi.

#### 1. Premier exercice social:

Par exception le premier exercice social commencera le jour où la société acquerra la personnalité juridique et se clôturera le 31 décembre 2019.

#### 2. Première assemblée générale annuelle:

La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2020 conformément aux statuts.

#### 3. Reprise par la société des engagements pris par le gérant pendant la période de transition.

Les fondateurs déclarent savoir que la société n'acquerra la personnalité juridique et qu'elle n'existera qu'à partir du dépôt au greffe du Tribunal de commerce, d'un extrait du présent acte de constitution.

Les fondateurs déclarent que, conformément aux dispositions du Code des Sociétés, la société reprend les engagements pris au nom et pour le compte de la société en constitution endéans les deux années précédant la passation du présent acte. Cette reprise sera effective dès que la société aura acquis la personnalité juridique.

Les engagements pris entre la passation de l'acte constitutif et le dépôt au greffe susmentionné, doivent être repris par la société endéans les deux mois suivant l'acquisition de la personnalité juridique par la société, conformément aux dispositions du Code des Sociétés.

#### 4. Reprise par la société des engagements contractés **avant** la signature du présent acte en vertu

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature.

de l'article 60 du Code des sociétés.

Pour autant que de besoin tous les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le 1er mars 2019 par les fondateurs prénommés, au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée. Cette reprise n'aura cependant d'effet qu'au moment où la société aura la personnalité morale.

Le notaire soussigné attire l'attention des comparants sur le fait que cette rétroactivité est acceptée par l'administration fiscale pour autant que cet effet rétroactif :

- corresponde à la réalité,
- se rapporte seulement à une courte période,
- et ne préjudicie pas l'application de la législation fiscale.

#### **IV. DISPOSITIONS FINALES**

Les fondateurs ont en outre décidé:

- a) de fixer le nombre de gérant à **un**.
- b) de nommer à cette fonction: Madame **MUKAMFIZI Marie-Jeanne**, prénommé, laquelle déclare accepter ce mandat et confirme expressément qu'elle n'est pas frappée d'une décision qui s'y opposent.
- c) de fixer le mandat des gérants pour une durée indéterminée;
- d) que le mandat du gérant sera non rémunéré sauf décision contraire de l'assemblée générale;
- e) de ne pas nommer de commissaire.

(...)

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE délivré sur papier libre avant enregistrement, dans le seul but d'être déposé au Greffe du Tribunal de commerce, aux fins d'insertion aux annexes du Moniteur Belge.

Didier BRUSSELMANS

Notaire

Rue des Soldats, 60

B-1082 Berchem-Sainte-Agathe

Déposé en même temps: une expédition.